



Rassemblement des retraités et retraitées

**Jeudi 28 septembre 2017
à 14h Place de Jaude à Clermont**

Haro sur le pouvoir d'achat des retraité-e-s

Le gouvernement décide **la baisse des pensions de 8 millions de retraité-e-s** en augmentant de 1,7 point leur CSG, sans aucune compensation.

Ce qui représente une perte de :

- 204 € par an pour une pension de 1 200 € par mois,
- 306 € par an pour une pension de 1 500 € par mois,
- 408 € par an pour une pension de 2 000 € par mois.

Les retraité-e-s n'ont pas attendu pour faire preuve de solidarité intergénérationnelle. Or cette nouvelle baisse de leur pouvoir d'achat va réduire l'aide qu'ils apportent aux jeunes générations.

Cette augmentation de CSG s'ajoute à une liste déjà longue d'attaques :

- CASA de 0,3 %,
- suppression de la 1/2 part fiscale pour les veuves et veufs,
- fiscalisation de la majoration familiale,
- blocage des pensions depuis plus de 4 ans.

Et maintenant l'annonce de la **réduction de 5 € par mois de l'APL** (Aide Personnalisée au Logement) qui visera notamment les retraités locataires par une perte sèche de 0,5 % pour un revenu de 1000€.

Les retraites complémentaires étant toujours bloquées.

Vers la disparition des emplois aidés

Les plans d'aide à l'autonomie sont insuffisants, tant à domicile qu'en établissements.

Le gouvernement s'attaque aux moyens dont disposent les établissements, les associations et les collectivités locales en supprimant les emplois aidés.

Il communique sur la disparition du reste à charge des lunettes, prothèses auditives et dentaires sans parler de l'augmentation des complémentaires santé, sans participation des employeurs pour les retraité-e-s.

Prendre au plus grand nombre pour donner aux riches

Le gouvernement va prendre beaucoup dans la poche des personnes retraitées : l'APL pour les locataires, la suppression de services publics en privant les collectivités locales des recettes de la taxe d'habitation et en supprimant 120 000 emplois publics ...

Et il donne beaucoup aux plus riches : baisse de l'impôt sur la fortune, baisse de l'impôt sur les sociétés à 28 %, cadeau aux rentiers en plafonnant l'imposition des revenus du capital à 30 %.

Ce dont les personnes retraitées ont besoin, c'est de justice sociale.

Nous refusons la baisse des pensions

Les précédentes politiques publiques menées ont accentué la dégradation de la situation des retraités.

En ne créant pas de Secrétariat d'Etat aux Personnes Agées, le gouvernement affiche son mépris à notre égard.

Alors oui les retraité-e-s doivent se mobiliser pour éviter de nouvelles dégradations importantes de leur pouvoir d'achat, obtenir une évolution des pensions liée à l'évolution des salaires et une amélioration importante de la prise en charge de la perte d'autonomie.

Non à la CSG à 8,3% ! Revalorisation de nos pensions !

Journée nationale d'action et de mobilisation le 28 septembre